

# Venezuela : Les bombes cognitives - Amérique latine-Bolivar Infos

*Bolivar Infos*

Par Geraldina Colotti (de Caracas)

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine-Bolivar Infos

Les bombes cognitives qui précèdent, préparent et accompagnent les bombes réelles ont pour but de rompre l'identité collective, de balkaniser les territoires et les cerveaux et de déformer les émotions en les détournant de la solidarité vers le doute et le rejet.

« Si quelqu'un dit qu'il pleut et l'autre qu'il fait soleil, un bon journaliste se lève et sort pour voir. » Cette petite histoire, souvent utilisée par l'enseignant pour introduire ses cours des journalisme, est toujours valable aujourd'hui, alors que l'intelligence artificielle et la manipulation médiatique agissent comme des armes de distraction massive en ce qui concerne le Venezuela.

## Comment distinguer les informations véritables des fausses ?

En se gardant des déformations systématiques de l'information appliquées par les médias hégémoniques à propos de la Révolution Bolivarienne, dont le ton s'est élevé après l'enlèvement du président Nicolas Maduro et de la députée Cilia Flores, son épouse.

Ici, nous allons examiner certaines de ces déformations relatives au plan social, politique et surtout économique, le pétrole étant la principale cause déclenchante de l'agression armée du 3 janvier.

Quand un projet social s'achève avec succès et qu'un autre commence, on dit que Delcy est en train de démanteler le système des missions, les plans sociaux mis en marche par Chávez est destinés à divers secteurs. Parmi ceux-ci, la Mission Robert Serra, dédiée au jeune député chaviste assassiné par les fascistes, le 1er octobre 2014, avec sa compagne. Maria Herrera. Auparavant, cette mission s'appelait Mission Jeunes de la Patrie.

Un projet destiné aux jeunes en situation de vulnérabilité sociale pour les accompagner sur la voie de la formation et ensuite de l'insertion dans le monde du travail. Une fondation qui dépend de la Présidence de la République et a son siège dans la maison dans laquelle il vivait avec sa compagne, dans le quartier la Pastora a également été dédiée à Robert Serra. Là, des jeunes en difficulté trouvent un refuge et un accueil. Selon les médias hégémoniques, aussi bien la Mission que la fondation auraient été fermées, ce qui préfigurerait un complet retour vers le capitalisme auquel se consacreraient le Gouvernement par intérim.

**Pour vérifier**, nous avons appelé Madame Zulay Aguirre, la mère de Robert Serra, féministe, présidente de la fondation et responsable de la mission. « Les choses ne sont pas ainsi –nous a dit Zulay– la mission est arrivée à échéance l'année dernière avec les études universitaires ou l'insertion dans le monde du travail des jeunes qui y participaient. Il s'agissait d'un projet social visant la récupération des jeunes, pas l'assistance sociale éternelle ».

**Et la fondation ?** « Elle est toujours ouverte –répond Zulay– beaucoup de jeunes qui passent par la maison de Robert connaissent son exemple, s'en souviennent et renouvellent leur engagement en soutenant le processus bolivien qui, malgré la profonde blessure causée par l'enlèvement de Cilia et de Nicolas, conserve les mêmes idéaux de la main de la présidence par

intérim Delcy Rodriguez : une camarade que nous estimons et soutenons fermement. »

## **Et que se passe-t-il avec les jeunes d'extrême droite ? Maria Corina Machado est en train d'essayer d'activer de nouveau scénario de violence. Est-elle suivie par les jeunes ?**

Zulay répond : « le 12 février, le jour de la jeunesse, tendit qu'une marée de jeune caviste, défilé pour soutenir le gouvernement, il y a eu des tentatives pour créer des troubles à partir de certaines universités, mais elles n'ont pas été suivies. Très peu de gens souhaitent revenir à la violence après ce qui s'est passé. Les gens veulent vivre en paix et le gouvernement est en train de donner la stabilité politique. »

« En outre, ajoute Zulay, une loi d'amnistie pour nous rencontrer à nouveau tous en tant que Vénézuéliens a été approuvée. Le 12, sur la place avec ces jeunes qui demandaient le retour à la maison de Nicolas et de Cilia, il y avait aussi Robert Serra. Sa voix et son exemple accompagnent toujours ceux qui cherchent à revenir vivre et à trouver asile chez eux. »

Mais les fausses informations ne s'arrêtent pas, immédiatement, reprise partout, tous les journaux et les démentis ne servent à rien. L'une des plus populaires évoque, évidemment, le problème du pétrole, un objectif déclaré de l'agression militaire des États-Unis. Quand les journalistes titrent sur le retour de telle ou telle multinationale à cause de « l'assouplissement », des sanctions par Trump et la soi-disant « cession » de Delcy Rodríguez, ils fournissent à nouveau une information partielle qui déforme la réalité.

Ils oublient de dire que presque toutes les multinationales qui extrayaient du pétrole au Venezuela avaient accepté les conditions posées à l'arrivée de Chávez : des conditions qui exigeaient le respect de la législation du travail et des lois sur l'environnement, empêchaient tous les bénéfices de partir à l'étranger et remettaient fermement sous le contrôle de l'État la possession des ressources, progressivement perdue pendant la IVe République.

La seule grande multinationale qui a refusé catégoriquement d'accepter la migration des contrats vers le modèle des « entreprises mixtes » (dans lesquelles l'État vénézuélien possédait au moins 60 % des actions) et qui a choisi la voie de l'affrontement total devant les tribunaux d'arbitrage internationaux (CIADI) est ExxonMobil (celle qui fore illégalement les gisements dans la zone de l'Esequibo en litige entre le Venezuela et le Guyana.)

En 2007, quand Chávez a promulgué le décret de nationalisation de la Bande de l'Orénoque, presque toutes les multinationales (comme Chevron, Total, Statoil) ont accepté de renégocier les termes de leur contrat pour rester dans le pays en tant qu'associés minoritaires. ExxonMobil (et dans une moindre mesure ConocoPhillips) ont été les seuls à claquer la porte en demandant des indemnisation de plusieurs millions. ExxonMobil ne s'est pas limitée à l'arbitrage, elle a intenté une action agressive sans précédent : elle a demandé et obtenu initialement d'un tribunal britannique le gel de 12 000 000 de dollars d'actifs de PDVSA au niveau mondial (ce qu'on appelle raz-de-marée juridique).

En 2008, la Haute cour de Londres a révoqué le gel des actifs, une victoire politique et légale énorme pour la révolution bolivarienne. Chávez a répondu par sa fameuse phrase : « Si tu nous gèles, nous te gelerons aussi, nous. Ils ne nous enlèveront pas le pétrole. »

Cette fierté n'a été abandonnée ni par Maduro ni par la présidente par intérim bien que Delcy se voit obligée d'agir avec un pistolet sur la tempe à cause de l'enlèvement du président et de la « Première Combattante. »

Les mesures coercitives unilatérales imposées illégalement depuis plus de 11 ans, à partir du décret Obama, ont fait sombrer l'économie pétrolière vénézuélienne. Depuis que « le premier président noir de l'histoire des États-Unis » a déclaré le Venezuela comme « une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité des États-Unis », le Venezuela a été l'objet de 1 087 mesures coercitives unilatérales dont 107 ont été prises en 2025. Dans ce qui s'est écoulé de

2026, 7 nouvelles mesures ont été ajoutées dont l'attaque d'un autre bateau et l'attaque militaire du 3 janvier.

Il suffit de consulter les statistiques de l'Observatoire Anti-Blocus pour voir que les « sanctions » ont provoqué une chute drastique de la production pétrolière, de 2 300 000 barils en 2015 à 500 000 au moment le plus critique, avec des pertes estimées à 300 000 000 000 de dollars.

Le directeur général de l'observatoire, le vice ministre, William Castillo, à souligner que la récente, visite du ministre de l'énergie des États-Unis, Christopher Wright, à confirmer ce que le gouvernement vénézuélien, dénonce depuis des années : « Les sanctions ont été un instrument pour obtenir le changement de régime et l'imposition d'un châtiment collectif. »

« Par contre, a ajouté Castillo, ici, aucune tutelle n'est possible. Cet état est un état souverain. Ici, il y a un projet politique au pouvoir depuis 26 ans qui lutte pour quelque chose d'important. Ce qui se déroule entre nous et l'impérialisme est comme une compétition de judo dans laquelle l'athlète doit savoir profiter des points faibles de son adversaire. Ici, il y a une autorité collective chargée de gouverner qui a le contrôle du pays et qui prend des décisions souveraines. »

Les États-Unis ont évidemment cherché à tirer profit avec violence de cette situation de faiblesse provoquée, en espérant ainsi déplacer les autres concurrents qui, comme la Russie et la Chine, avait investi dans la réalité, pétrolière, vénézuélienne, confiant dans le multilatéralisme commercial toujours adopté par les Gouvernements vénézuéliens (d'abord celui de Chávez et ensuite celui de Maduro) : le pétrole se vend à tout le monde mais dans des conditions non asymétriques et basées sur le bénéfice mutuel.

Il faut préciser, par conséquent, que la majorité des multinationales pétrolières avaient quitté le pays à cause des impositions de leur Gouvernement qui n'avait pas « reconnu », le président légitime du Venezuela mais le président autoproclamé est inexistant, Juan Guaido. Il faut dire que Maduro avait tablé jusqu'au dernier moment sur des négociations pour le retour de toutes les multinationales et pour le rétablissement des relations diplomatique avec les États-Unis mais pas de celles avec le régime sioniste qu'il avait rompues en 2009.

Par contre, depuis quelques jours, malgré les démentis répétés du Gouvernement bolivarien, une information selon laquelle un chargement de pétrole vénézuélien serait déjà parti pour « Israël. » circule.

La solidarité inébranlable envers la Palestine, ainsi que celle envers Cuba, confirmée par les autorités cubaines, ont été réitérées par Delcy Rodríguez lors de l'ouverture de l'année judiciaire, immédiatement après avoir pris ses fonctions à la suite de l'enlèvement. C'est pourquoi il faut rendre compte d'un communiqué émis par certaines organisations italiennes qui se définissent comme « étroitement liées au peuple vénézuélien, cubain et palestinien, assiégés et massacrés tous les jours par les mêmes maîtres impérialistes. »

Dans le communiqué, on dénonce le fait que le pétrole Vénézuélien des « Israël », passera par Sarroch, en Sardaigne, le 17 février, à bord du pétrolier Poliegos « Qui transporte 200 000 barils de brutes vénézuélien, destiné à l'entité sioniste, 800 000 barils destinés à la Saras, propriété de l'entreprise Suisse Vitol. Vitol est l'une des entreprises chargées par Trump de vendre le pétrole vénézuélien après l'agression impérialiste de janvier dernier. »

Ce pétrole –ajoutent les organisations– « a été volé au Venezuela et est soustrait à nos sœurs et à nos frères cubains à qui il était destiné à l'origine, ce qui aggrave encore plus leur situation économique, déjà dégradée par l'embargo imposé par les États-Unis. Cette très grave usurpation des routes commerciales internationales a pour but d'alimenter le génocide en Palestine en transportant finalement le pétrole à la ville palestinienne occupée de Haifa. »

Un rapport de 2025 –ajoute, en outre, le communiqué– à révéler que 17 % du pétrole et des produits raffiné, importés par « Israël » provient de la Saras de Sarroch. Les patrons de la Saras ex et empoisonne le peuple sarde en monopolisant notre économie, en exploitant notre force de

travail et en contaminant notre environnement. »

D'où une conférence de presse convoquée pour le mardi 17 février à 16h devant l'entrée de l'usine Saras de Sarroch avec le slogan : « pas une goutte de pétrole pour « Israël. »

Maintenant, la position des organisations sardes ne laisse aucun doute sur leurs intentions et leur situation. L'ancienne raffinerie de Los Moratti (passer ensuite sous le contrôle de la compagnie, Suisse Vitol) et l'un des descendre les plus importants de la Méditerranée. Il y a des rapports document (comme ceux de Oil Change International) qui confirment qu'une part importante du combustible pour l'aviation militaire israélienne et du brut raffiné pour Haifa provient précisément des procédures de raffinement de Sardaigne.

La ruée sur le brut extra-lourd vénézuélien sert à alimenter la machine de guerre impérialiste. Ils utilisent le pétrole volé à un peuple agressé (celui du Venezuela) pour agresser à un autre peuple ( celui de la Palestine.)

Mais il est bon d'avoir présent à l'esprit ce que dit l'analyste politique Hindu Anderi, militante internationaliste de la cause palestinienne reconnue, qui prévient : « Camarades, si le Venezuela vend du pétrole aux États-Unis, il y a des entreprises privées dans les affaires des Yankees, ce n'est pas étonnant que certaines de ces entreprises vendent du pétrole à « Israël. » Cela vaut aussi pour le Mexique, le Brésil, la Colombie, etc.... Mais affirmer que le Venezuela vend à « Israël » n'est pas correct. Pour qu'il y a un blocus réel contre « Israël », il faudrait bloquer les États-Unis au niveau mondial. Si le Venezuela ne vendait pas de pétrole aux États-Unis, la musique serait différent. Quand ils nous disent que le Gouvernement bolivarien vend du pétrole à « Israël », c'est de la propagande contre le Venezuela. »

Et Hindu précise : « si nous voulons un blocus réel, et en finir une fois pour toute avec l'économiste, tous les gouvernements du monde devrait rompre leurs relations avec « Israël », avec les États-Unis et avec les Gouvernements sionistes d'Europe, d'Asie et du sud-est asiatique. Le Venezuela n'a de relations ni économique ni diplomatique avec « Israël », depuis 2009. »

Et par conséquent, la guerre cognitive. Une stratégie toujours utilisée pour attaquer le socialisme bolivarien et construire autour de lui un fort courant d'antipathie qui, en ce moment, multiplie ses attaques. Pourquoi ? Parce que l'agression militaire du 3 janvier n'a pas de précédent concernant les violations de toutes les règles internationales, et que cela est en train de produire une vague d'indignation au niveau international.

Et alors, il se passe la même chose qu'avec le génocide en Palestine : plus les crimes de l'occupant augmentaient en férocité, plus on devait souligner les soi-disant « crimes du Hamas ». Plus le seuil de l'horreur s'élevait, mettant en évidence les complicité et les silences qui la permettaient, plus on donnait la parole à toutes sortes de théories de la conspiration pour créer des doutes sur la nature de la résistance à l'occupation.

Les bombes cognitives qui précèdent, préparent et accompagnent les bombes réelles ont pour but de rompre l'identité collective, de balkaniser les territoires et les cerveaux et de déformer les émotions en les détournant de la solidarité vers le doute et le rejet.

Ainsi, pour empêcher le courant de sympathie autour de la figure d'un ouvrier et d'une avocate militante, tous deux élus par le peuple et porteurs d'un modèle pacifique frappé par une violence impérialiste d'une rare puissance, d'augmenter, on prend comme cible les militants de gauche, leurs valeurs, leurs idéaux : pour dire que le Gouvernement bolivarien ne serait plus de ce côté, mais aurait sauté vers le côté opposé, celui de Trump, effaçant une fois pour toute l'héritage de Chávez. Dire, en somme, que finalement, il a réduit à zéro les conquêtes sociales et a décidé de s'aligner sur les dictats de l'occident capitaliste (« L'Europe nous le demande, l'Europe nous le demande, » est le refrain utilisé pour faire tomber la guillotine sur les classes populaires européennes...)

Souveraineté Contrôle, des ressources sont évidemment au centre de la dispute économique,

politique et symbolique. Ce un secret pour personne que l'agression armée de l'impérialisme étasunien a été réalisée pour mettre la main sur les premières réserves du monde de pétrole que possède le Venezuela. Il faut rappeler ici à quoi est due cette cupidité extra-lourde, sept ruée sur le brut, extra lourd, comme titre l'un de nos livres récents sur ce thème. Ce n'est pas comme nous le raconte les médias hégémoniques. Les États-Unis sont le premier consommateur mondial de pétrole mais leur consommation intérieure (beaucoup basée sur le fracking) coûte cher et décline rapidement.

Les États-Unis vivent au-dessus de leur moyenne : il consomme environ 20 millions de barils par jour (presque 20 % de la consommation mondiale) alors qu'ils ont moins de 5 % de la population mondiale. Et ils dépendent du brut lourd : les raffineries de la côte du golfe du Mexique ont été conçues spécifiquement pour traiter le pétrole lourd et très lourd, exactement celui qui possède le Venezuela dans la Bande de l'Orénoque.

Sans le brute vénézuélien, leurs raffineries doivent importer de pays, lointain ou opérer. À coup beaucoup plus élevés. Alors que les États-Unis consomment avec voracité, le Venezuela possède les réserves les plus importantes de la planète (près de 300 000 000 000 de barils.) Pour Washington, contrôler le Venezuela n'est pas une option commerciale, c'est une nécessité de sécurité nationale. Le Venezuela est le champ de bataille sur lequel s'affrontent deux modèles : l'hégémonie unipolaire du dollar et la multipolarité des BRICS+. Pékin est le principal, acheteur de brut vénézuélien et investi des milliers de millions en infrastructures.

Pour les États-Unis, chaque baril vénézuélien qui part en Chine est un baril qui retire de l'énergie à son hégémonie et alimente la croissance de son principal rival systémique. La coopération entre PDVSA et les entreprises russe (comme Rosneft) permis au Venezuela d'éviter les sanctions. Washington voit cet alliance comme une menace directe pour la doctrine Monroe. (« l'Amérique pour les Américains. »)

De plus, les États-Unis utilisent leurs réserves stratégiques pour manipuler le prix du baril et frapper les économies de la Russie et du Venezuela. Mais ce jeu amène les pays producteurs à se réfugier dans des monnaies différentes du dollars et à engager un processus de dédollarisation.

Aujourd'hui, plus que jamais, le Venezuela est au centre d'intérêts de portée mondiale qui vise à annuler sa souveraineté et à éteindre la flamme de l'exemple, ce qui éteindrait celle de Cuba, celle du Nicaragua, mais aussi l'espoir qu'un changement véritable au niveau mondial puisse être mis en marche. Et c'est quelque chose que les peuples du monde ne peuvent permettre.

Source en espagnol :

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2026/02/16/pensamiento-critico-bombas-cognitivas-contra-venezuela/>

URL de cet article :